

LES RENDEZ-VOUS DE GSTAAD



Édition 2023

Une idée originale, un concept unique

Un lieu mythique

Des intervenants exceptionnels



Hôtel Gstaad Palace, le lundi 11 septembre 2023

Programme du Lundi 11 septembre 2023

Dès 14h

Une chambre réservée (Spa disponible)

De 17h à 18h

Accueil dans les salons du Gstaad Palace

De 18h à 20h

Conférences et débats avec nos intervenants

« La Suisse peut-elle et doit-elle se passer de l'Union Européenne ? »

De 20h àh

Apéritif, dîner, échanges entre les orateurs et les invités

Programme du Mardi 12 septembre 2023

Dès 7h

Petit-déjeuner au Gstaad-Palace
Départ de l'hôtel à votre convenance



Philippe MOTTAZ

Animateur des débats
Fondateur du site d'information sur la Genève internationale
« The Geneva Observer »



Lundi 11 septembre 2023 à l'Hôtel Gstaad Palace

La Suisse peut-elle et doit-elle se passer de l'Union Européenne ?

Rappel: Depuis 1972, la Suisse et l'Union européenne (UE), alors appelée CEE puis CE, ont conclu plusieurs accords. Ils améliorent l'accès mutuel aux marchés et jettent également les bases d'une étroite coopération dans des domaines comme la justice, la recherche, les transports ou la sécurité. Le tableau, ci-dessous, donne un aperçu des dates de signature et d'entrée en vigueur des différents accords.

Suite aux premiers accords conclus avec l'UE dans les années 70 - accord de libre-échange et accord sur les assurances -, la Suisse a signé avec l'UE un premier paquet de sept accords en 1999: les Accords bilatéraux I.

En 2004, un deuxième paquet d'accords - les Accords bilatéraux II - est signé afin d'élargir la collaboration entre la Suisse et l'UE. Les liens bilatéraux entre les deux entités se développent et s'approfondissent continuellement par la signature de nouveaux accords prenant en compte les besoins et les intérêts de la Suisse.

Ces accords sont automatiquement étendus aux nouveaux Etats membres lors de leur adhésion à l'UE. Seul l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) est renégocié avec chaque nouvel Etat membre. Les modalités d'extension sont définies au cas par cas dans un protocole modifiant l'accord et ses annexes.

En 2021, intervient la fin des négociations sur un accord institutionnel; il ne sera pas conclu.

2022: lancement de discussions exploratoires avec l'UE sur la proposition du Conseil fédéral relative à un nouveau paquet de négociations.

La question de fond n'est pas de savoir s'il faut négocier, mais avec quelles armes la Suisse peut-elle négocier.

L'éventail des avis sur le sujet est très vaste, de ceux qui veulent l'entrée de la Suisse dans l'Union Européenne à ceux qui veulent rompre toute relation institutionnelle, et toutes les couleurs de l'arc-en-ciel entre les deux.



Les intervenants de la 10^e édition des Rendez-Vous de Gstaad



Monsieur l'ambassadeur Roberto Balzaretti

Ambassadeur de Suisse à Paris
et ancien secrétaire d'Etat

Monsieur Roberto Balzaretti est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Berne. Il est entré au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en 1991. Au terme d'une formation effectuée à Berne et à la Mission suisse auprès des Communautés européennes à Bruxelles, il a travaillé à Berne au sein de la Direction du droit international public, avant d'être affecté en 1997 à l'Ambassade de Suisse à Washington. Il a réintégré la Direction du droit international public en 1999 et a été nommé en 2003 chef de la Division du droit international public, des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

En 2004, Monsieur Balzaretti a été nommé conseiller diplomatique de la cheffe du département, avec le titre d'Ambassadeur. En 2008, il a été affecté à la Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève en tant que Représentant spécial auprès du Conseil des droits de l'Homme. La même année, il a été nommé par le Conseil fédéral à la fonction de Secrétaire général du DFAE.

De 2012 à 2016, Monsieur Balzaretti a dirigé la Mission de la Suisse auprès de l'UE à Bruxelles. De 2016 à 2018, il a été à la tête de la Direction du droit international public, ainsi que Jurisconsulte du DFAE. Le Conseil fédéral l'a nommé Directeur de la Direction des affaires européennes et coordinateur de l'ensemble des négociations avec l'UE le 1^{er} février 2018 avec titre de Secrétaire d'Etat.

Monsieur Balzaretti a pris ses fonctions en qualité d'Ambassadeur de Suisse en France et en Principauté de Monaco le 2 décembre 2020.

Monsieur Balzaretti est marié avec Madame Cristina Ferrari Balzaretti et père de 5 enfants (Sofia, Elena, Arun, Kitsada et Kirana).



Monsieur l'ambassadeur Petros Mavromichalis

Ambassadeur de l'Union
Européenne auprès de la Suisse et
de la Principauté du Liechtenstein

Born on 15 May 1964 in Athens
Nationality: Greek | Belgian

Professional experience

Since 01-09-2020

**Ambassador of the European Union to Switzerland
and to the Principality of Liechtenstein**

01-09-2016 | 31-08-2020

**European External Action Service, Head of Division
Open Source Intelligence**

01-09-2012 | 31-08-2016

**European External Action Service - Head of Division
EU Situation Room**

01-02-2007 | 31-08-2012

**European Commission, DG RELEX / EEAS - Head
of Division Relations with Mexico & Central America**

01-09-2003 | 31-01-2007

European Commission, DG RELEX

Policy Assistant to the Director General

01-04-1998 | 31-08-2003

European Commission, DG ENLARGEMENT

Negotiator, Accession Negotiations

01-09-1994 | 31-03-1998

European Commission, DG TRADE

Investigator, Trade defence instruments, anti-
dumping & anti subsidy investigations

Education and training

1987 | 1988 London Schools of Economics

L.L.M. on European Law, International Business Law

1982 | 1986 Université de Strasbourg

Maitrise en Droit des affaires, Droit Commercial,
Droit International public

Personal skills and competences

Mother tongues: Greek and French | Other languages:
English, German, Italian, Spanish, Portuguese

Additional information

Married to Natasha Gitona | Two daughters



**Monsieur
Roger Koeppel**

Conseiller national UDC
Journaliste et éditeur
de la Weltwoche

Sous réserve de confirmation définitive

Né le 21 mars 1965. Écoles à Kloten et Bülach. Etudes de philosophie et d'histoire à Zurich et Stuttgart. Journaliste à la NZZ, «Tages-Anzeiger». Rédacteur en chef de «Das Magazin», «Die Weltwoche» et «Die Welt» (Berlin). Depuis 2007, propriétaire à 100% de Weltwoche Verlags AG, éditeur et rédacteur en chef de «Die Weltwoche». Élu au Conseil national de l'UDC du canton de Zurich en 2015 et 2019. Marié, quatre enfants.

Le 18 octobre 2015, j'ai été élu au Conseil national sur la liste 1 de l'UDC du canton de Zurich avec le meilleur résultat jamais obtenu en Suisse. Je suis satisfait de l'excellent résultat des élections et c'est un mandat pour me battre de toutes mes forces pour les postes de l'UDC. En tant que membre du Conseil national, je suis membre du Comité de politique étrangère du Conseil national.

Source | Courte biographie | www.rogerkoeppel.ch

Non à la perte de pouvoir des Suisses et des cantons! Non à la soumission institutionnelle à l'UE!

L'UDC rejette l'état des lieux du Conseil fédéral en matière de politique européenne. L'UDC Suisse demande au Conseil fédéral de ne pas se focaliser sur la prétendue «communauté de valeurs» de l'UE, entachée par des affaires de corruption, mais sur les valeurs de la Suisse.

Le nouveau rapport sur l'Europe du Conseil fédéral transpire l'esprit de capitulation et de soumission

à des juges et à des législateurs étrangers. Pour le groupe UDC au Parlement fédéral, un rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE et donc le transfert à Bruxelles de nos droits populaires garantis par la Constitution sont hors de question.

Or, c'est exactement le plan du Conseil fédéral et de tous les partis, à l'exception de l'UDC au sein de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N). Depuis des mois, le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis (PLR) envoie sa négociatrice en chef Livia Leu à Bruxelles pour conclure avec l'UE des accords qui obligerait la Suisse à reprendre automatiquement le droit européen et à accepter la juridiction de l'UE comme instance suprême en cas de litige. L'UDC s'oppose fermement à ces deux mesures.

Dans son rapport, le Conseil fédéral évoque la «communauté de valeurs européenne» de manière peu critique, voire presque soumise, mais menace de jeter par-dessus bord des valeurs suisses qui ont fait leurs preuves : l'indépendance du pays, les droits populaires de nos citoyens, la souveraineté et l'autonomie de nos communes et cantons. L'UDC Suisse demande au Conseil fédéral de placer au centre de ses préoccupations non pas la prétendue «communauté de valeurs» de l'UE, par ailleurs entachée par des affaires de corruption, mais les valeurs de la Suisse.

Les partis europhiles ont perdu la raison à cause de la tempête liée à la guerre en Ukraine. Après la neutralité, c'est l'indépendance de la Suisse à laquelle ils veulent renoncer, ce qui n'est pas sans grand danger ; l'UE est profondément en guerre avec la Russie. Les récessions, les problèmes sociaux et les troubles politiques sont à l'ordre du jour. L'immigration illégale de masse est hors de contrôle. La Suisse ne doit jamais se soumettre à une telle entité, mais doit rester indépendante et ouverte sur le monde.

Source | www.udc.ch | 16. janvier 2023



Les intervenants de la 10^e édition des Rendez-Vous de Gstaad



.....
**Monsieur
Jean-Pascal Bobst**

Président du Comité
de direction du Groupe Bobst
.....

Jean-Pascal Bobst, Président du Comité de direction du Groupe, représente la quatrième génération d'entrepreneurs de la famille Bobst, depuis la fondation du Groupe par son arrière-grand-père, Joseph Bobst, en 1890 à Lausanne, en Suisse.

Il rejoint Bobst Group en 1994 où il occupe divers postes de direction, en Suisse et à l'étranger. Avant d'être nommé Président du Comité de direction du Groupe en mai 2009, M. Bobst chapeautait la technologie, l'approvisionnement, la production et la logistique de Bobst Group.

Il est titulaire d'un diplôme en génie mécanique de la Haute École Spécialisée de Suisse Occidentale (HES-SO) et a achevé le cursus PED (Program for Executive Development) proposé par l'INSEAD. Jean-Pascal Bobst est marié et père de quatre enfants.

Leader Mondial des technologies d'emballage

Premier fournisseur mondial d'équipements et de services destinés à l'industrie de l'emballage et de l'impression, Bobst possède un attachement historique au canton de Vaud.

Plus de la moitié des brevets d'ingénierie concernant les emballages sont détenus par Bobst. L'entreprise suisse s'est imposée de manière spectaculaire sur son marché puisque 59% du total des ventes d'emballages dans le monde est réalisé par des industries desservies par Bobst.

Créée en 1890 à Lausanne par Joseph Bobst, l'entreprise commercialisait à l'origine des fournitures d'imprimerie. Elle étend en 1915 son champ d'action en commençant la production d'équipements. Aujourd'hui, Bobst développe, produit et exporte des machines de production d'emballages et d'étiquettes à l'international. Ces appareils permettent la fabrication de

cartons plats, de cartons ondulés, de matériaux flexibles et d'étiquettes. «Nos clients ont des structures d'entreprise très différentes, allant de la multinationale aux petites PME, explique Attilio Tissi, CFO de Bobst. Nous produisons nos machines sur commande, ce qui permet à nos clients de choisir les modules qui correspondront de manière optimale à leurs besoins.»

L'entreprise vaudoise compte 5'660 collaborateurs à travers le monde, dans plus de 35 pays. Elle exploite 14 usines de production dans huit pays, de l'Europe au Brésil, en passant par la Chine ou l'Inde. En 2018, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 1,6 milliard de francs. «Nous commerçons particulièrement avec les entreprises américaines qui concentrent 25% de notre marché.» En Suisse, Bobst compte 1'870 collaborateurs: la majorité travaille au siège social de Mex (VD), les autres sont engagés soit à l'usine de production à Soleure, soit dans la startup d'impression digitale Mouvent, créée en 2017, dont les employés sont répartis à travers la Suisse.

L'avenir de l'emballage

«La tendance à la diminution des emballages représente un challenge pour le groupe mais nous amène également des opportunités à long terme pour développer de nouvelles technologies. Actuellement, la demande d'emballages reste en augmentation, mais nous menons une réflexion active en vue de développer des solutions plus écologiques, par exemple en diminuant l'utilisation de plastiques non recyclables ou en réduisant les couches de conditionnement.» Parallèlement, Bobst innove avec l'impression digitale sur de nouveaux matériaux comme le textile. Exemple avec les foulards de soie imprimés sur des machines Mouvent en 2019 à l'occasion du spectacle événement de la Fête des vigneron. Pour le directeur financier, l'avenir de l'entreprise passe aussi par la numérisation. «Nous voulons digitaliser notre production, explorer les possibilités qu'offre l'impression 3D par exemple, souligne Attilio Tissi. De plus, la gestion des données fait intégralement partie de nos objectifs d'industrie 4.0.»

Source: www.vaud-economie.ch/succes



**Monsieur
Christian Leffler**

Ancien négociateur
de l'Union Européenne
pour l'accord-cadre avec la Suisse

Christian Leffler was born in Göteborg, Sweden, educated at the LSE and the Graduate Institute of International Studies, Geneva Christian Leffler joined the Swedish Foreign Service in 1980. Postings to Cairo and Paris were followed by the Political Affairs Department of the Ministry in Stockholm. In 1991, he moved to Brussels to prepare and participate in Sweden's accession negotiations with the EU which later opened the door to joining the European Commission in 1996. After various posts in Cabinets and external relations services, he joined the European External Action Service (EEAS), at its establishment in 2011 as the Managing Director for the Americas. He became Deputy Secretary-General for Economic and Global Issues in 2015 and served in this position until his retirement in March 2020.

**La Suisse devrait
en finir avec l'«acrobatie politique»**

La position de la Suisse sur la réexportation d'armes en Ukraine rend cette dernière moins fiable vis-à-vis des Européens, juge l'ancien négociateur en chef de l'UE, Christian Leffler. Sa voix s'ajoute à celle internationale, qui exerce une forte pression sur le pays.

«A l'avenir, des pays réfléchiront à deux fois avant de passer commande en Suisse, poursuit le Suédois lundi dans La Liberté. Son industrie militaire court le risque de perdre des contrats».

Plusieurs Etats constatent que la Suisse s'avère ne pas être aussi fiable qu'ils ne le pensaient, ajoute l'ancien négociateur qui appelle à en finir avec «l'acrobatie politique». A ses yeux, le pays

doit autoriser rapidement les ventes, reventes et transferts d'armements et munitions à l'Ukraine, mais aussi mieux traquer l'argent des oligarques. «Incompréhension presque totale»

«Un autre effort attendu serait d'avancer, rapidement et sans une multiplication de conditions, vers un mandat clair et ambitieux de reprise des négociations du nouvel encadrement des relations bilatérales», ajoute Christian Leffler.

S'il estime que la position de la Suisse sur la réexportation d'armes n'a pas de conséquences directes sur le dossier européen, la marge de bienveillance des Etats membres ne s'est pas pour autant élargie. «On observe une incompréhension presque totale de leur part sur cette question», déclare-t-il.

Agir davantage

La Suisse subit une forte pression internationale pour autoriser les réexportations d'armes de fabrication helvétique. L'Espagne, l'Allemagne et le Danemark notamment ont demandé de transmettre à Kiev du matériel de guerre fabriqués en Suisse. Le Conseil fédéral s'y est jusqu'à présent toujours opposé, invoquant le droit de la neutralité et la loi sur le matériel de guerre.

Deux interventions demandant un assouplissement des dispositions relatives à la réexportation ont échoué au Parlement lors de la session de printemps. Plusieurs initiatives parlementaires sur ce thème sont encore en suspens.

La Suisse a en outre récemment été appelée à agir davantage dans la recherche de l'argent des oligarques russes. Plusieurs ambassadeurs des Etats du G7 ont exigé dans une lettre envoyée à Berne que le gouvernement en fasse plus dans ce domaine.

Source: blue News 17 avril 2023



LES RENDEZ-VOUS DE GSTAAD

La privatisation du Gstaad Palace, permet
des échanges exceptionnels entre tous les participants.

AUDEMARS PIGUET
Le Brassus

**BCF
FKB**

BDO

Debrunner Acifer

klöckner & co multi metal distribution



DOMAINE DE LA
**PIERRE
LATINE
YVORNE**

**GROUPE
GRISONI**



GSTAAD PALACE
SWITZERLAND

HIRSLANDEN



SECURITAS



SWISS MEDICAL
NETWORK

SWISS

vaudoise

Une organisation de qualité

Philippe Gex | Jean-Pierre Strebel | Elie Vannier

avenue de Rhodanie 54 | CH-1007 Lausanne

rendezvousgstaad@gmail.com